L'extrême droite n'est plus ce qu'elle était. Cela ne signifie pas qu'elle est moins dangereuse, mais qu'elle s'est transformée. De nombreuses analyses développées ces derniers temps reprennent des idées anciennes qui ne correspondent souvent pas à la réalité, ou qui, à tout le moins, simplifient un phénomène plus complexe qu'on ne le pense. Pour comprendre ces nouvelles droites extrêmes et donc pour pouvoir les combattre, il faut les connaître, c'est-à-dire les étudier.

C'est ce que Pablo Stefanoni a fait dans son dernier livre, La rebeldía se volvió de derecha ?, publié en Argentine par Siglo XXI Editores. Il s'agit d'une étude essentielle pour comprendre les processus et les dynamiques qui transforment le paysage politique actuel. L'extrême droite est en train de construire un nouveau sens commun et la gauche, en négligeant de prendre ce phénomène au sérieux, commet une grave erreur, estime Stefanoni, historien, membre du Centre de Documentation et de Recherche sur la Culture de Gauche de l'Université Nationale de San Martin (CeDInCI) et rédacteur en chef de la revue Nueva Sociedad. Cet entretien a été effectué via Zoom depuis Buenos Aires, et publié en castillan sur le site de la revue Ctxt.

Ton livre s'intitule « La rébellion est-elle passée à droite ? ». Dans quelle mesure peut-on répondre à cette question par l'affirmative ?

Cette question-titre cherche d'une part à mettre en évidence les changements dans l'« hémisphère droit », à savoir le fait que les nouvelles droites, celles qui se situent en

dehors du spectre de la droite libérale-conservatrice traditionnelle, se présentent comme anti-système, transgressives et politiquement incorrectes. Et d'autre part, elle signale les difficultés des progressistes à canaliser une grande partie du mécontentement social et leur association avec le *statu quo*. Ce n'est pas entièrement nouveau ; le fascisme historique, comme l'a démontré Zeev Sternhell, a concurrencé le socialisme en proposant un autre type de révolution : futuriste, vitaliste, irrationaliste. On a vu ensuite perdurer dans des espaces culturels tels que la musique des symboles nazis activés comme formes de rébellion, mais il s'agissait plutôt d'espaces de niche.

Même s'il est possible de trouver des ressemblances avec les années 1930, les contextes et les projets sont très différents. Le Hongrois Miklós Tamás, qui parle de post-fascisme, observe que ces nouvelles droites radicalisées ne sont certainement pas les droites néo-fascistes d'autrefois ; leurs leaders n'ont plus le crâne rasé, ne chaussent plus des Doc Martens et ne se tatouent pas de croix gammées sur le corps. Ce sont des figures plus « respectables » insérées dans le jeu politique. Ils ressemblent de moins en moins à des nazis ; leurs forces politiques ne sont pas totalitaires, elles ne sont pas basées sur des mouvements de masse violents ou des philosophies irrationalistes et volontaristes et elles ne jouent pas non plus à l'anticapitalisme. Si on voit ça et là surgir une croix gammée ou une référence au nazisme, cela ressemble plus à une provocation qu'à une adhésion doctrinale.

Je ne veux pas dire par là que ces gens-là ne sont pas dangereux, mais qu'il est nécessaire d'étudier comment fonctionnent ces formes de transgression et comment elles sont capables de séduire les nouvelles générations. C'est là que le concept d'extrême droite 2.0 que tu as toi-même proposé entre en jeu. Les risques pour la démocratie évoquent aussi des expériences passées et il est nécessaire d'analyser en détail le fonctionnement de ces droites qui ont souvent tendance à droitiser une partie des courants conservateurs plus traditionnels.

En rédigeant ce livre, j'ai été particulièrement intéressé par la façon qu'ont ces nouvelles droites d'adopter une apparence moins conventionnelle. Il est par exemple intéressant de prêter attention à la question du genre : Marine Le Pen, qui dirige l'extrême droite française, est une femme autonome, assez éloignée du type de famille traditionnel, et qui a réussi à se faire une place dans un milieu ultra hérité du patriarche Le Pen ; en Allemagne, Alice Weidel, l'une des leaders de l'AfD, est lesbienne et vit en couple avec une femme d'origine migrante et avec des enfants ; en Espagne, Rocío Monasterio renouvelle, et rafraîchit à sa manière, l'image de la droite post-franquiste.

Il en va de même pour les figures homosexuelles que je détaille longuement dans le livre. Il y a quelques semaines, *El País* a publié un article sur le *youtuber* espagnol InfoVlogger, qui se positionne sur le plan politique entre l'aile droite du Parti populaire et Vox. Il est jeune, gay, avec des piercings et des pantalons déchirés, soit quelqu'un que l'on n'aurait jamais associé à l'extrême droite auparavant. Et ce n'est pas un cas isolé. Lorsque Trump a gagné, le Britannique Milo Yiannopoulos a effectué une tournée pro-Trump dans les universités progressistes des États-Unis qu'il a appelée « la tournée du pédé redoutable ».

Je ne sais pas si la rébellion est « passée à droite », je ne le crois pas vraiment, mais il semble certain que la droite arrive à capter une partie de la frustration sociale face à un progressisme qui est devenu trop prévisible et même conservateur à bien des égards. L'idée du livre était de cartographier ces transformations, de s'interroger sur les facettes les moins évidentes des nouvelles droites radicales, sur les plates-formes qui permettent la circulation de ses idées, sur les penseurs qui sont derrière (des figures intellectuelles

connues aux influenceurs et aux autres manières de jouer le rôle d'intellectuel public à l'ère de YouTube), sur les langages et l'esthétique qu'ils mettent en jeu et sur leur façon de construire une espèce de sens commun anti-progressiste.

Dès lors, est-ce qu'on pourrait dire que ce qui est cool aujourd'hui chez les jeunes, ce n'est plus de se faire tatouer le portrait de Che Guevara mais la figure de Pepe The Frog avec les traits de Trump ? Ou est-ce aller trop loin ?

Pas tant que ça. Le fait est que la gauche révolutionnaire est devenue de plus en plus marginale. Dans son livre *Le Réalisme capitaliste. N'y a-t-il pas d'alternative ?*, Mark Fisher a souligné que la difficulté n'est plus seulement de mener à bien des projets transformateurs, mais d'imaginer ces projets. Il est clair que le socialisme révolutionnaire n'a pas réussi à se remettre de la chute du bloc soviétique (y compris les courants qui n'étaient pas d'accord avec ce modèle). Sans oublier l'échec du Venezuela, seul pays à se déclarer socialiste après 1991. Marina Garcés, qui a écrit *Nouvelles lumières radicales*, un livre bref mais substantiel, parle d'une sorte de « paralysie de l'imagination » qui fait que « chaque présent est vécu comme un ordre précaire et que chaque idée du futur se conjugue au passé ».

Il ne fait aucun doute que dans de nombreuses régions du monde, comme par exemple en Argentine, pour de nombreux jeunes, s'affirmer de droite passe pour transgressif et même *cool*. Et il existe des formes de politisation et de radicalisation sur Internet qui renforcent ce phénomène. Cela dit, il ne faut pas généraliser. Le féminisme mobilise des millions de jeunes dans le monde entier, tout comme l'activisme contre le changement climatique. Le problème est de savoir comment sortir de certaines zones de confort et de prétention de supériorité morale et intellectuelle, comment rompre avec les langues de bois et les récits préfabriqués si souvent présents dans le discours et l'action progressistes.

Doit-on en conclure que la gauche est tout simplement devenue ennuyeuse ? Est-ce là la triste réalité ?

Il y a une certaine « banalité du bien » dans le progressisme social-démocrate, pour reprendre la formule de Tony Judt. Mais en même temps, ce progressisme s'est largement intégré au *statu quo*. La gauche communiste a cessé d'exister de manière significative. Mais ce qui est peut-être plus important, ce qui est en crise, c'est la culture de gauche, qui constituait des formes de sociabilité amples qui n'existent plus.

Par ailleurs, on observe une certaine moralisation de la politique, une sorte de construction des « victimes » qui pose problème. L'historien Enzo Traverso a montré comment la montée en puissance de la « mémoire » ces dernières années, avec son impact sur le monde universitaire et politique, s'est accompagnée d'un autre phénomène : la construction des opprimés comme de simples victimes, du colonialisme, de l'esclavage, du nazisme, etc. De cette manière, la « mémoire des victimes » a remplacé la « mémoire des luttes » et a modifié notre perception des sujets sociaux, qui apparaissent désormais

comme des victimes passives et innocentes, méritant certes que l'on se souvienne d'elles mais en même temps séparées de leurs engagements politiques et de leur subjectivité. Comme le souligne Traverso,

> « le XXe siècle n'est pas exclusivement fait de guerres, de génocides et de totalitarismes. C'est aussi le siècle des révolutions, de la décolonisation, de la conquête de la démocratie et des grandes luttes collectives ».

Mais il y a aussi l'attribution d'une sorte d'innocence anthropologique aux victimes. L'écrivain afro-américain James Baldwin écrivait qu'il existe une tradition « chez les Blancs émancipés et les Noirs progressistes selon laquelle on ne doit jamais dire une vérité désagréable sur les Noirs », et qu'il s'agit d'une « tradition aussi paralysante et insidieuse que cette autre tradition selon laquelle les Noirs ne sont que des clowns amoraux et hilares ». L'auteur marxiste noir Adolph L. Reed Jr, qui écrit sur les questions politiques et raciales, affirme de façon un peu provocatrice que les progressistes ne croient plus en la vraie politique mais se consacrent plutôt à « témoigner de la souffrance ».

Dans un article de tonalité très sombre datant de 2013 et intitulé « Exiting the Vampire Castle », Mark Fisher critique « la conversion de la souffrance de groupes spécifiques – plus "marginaux" ils sont, mieux c'est – en capital académique ». Il faudrait aussi se pencher de plus près sur le concept de « privilège blanc ». Dans une interview, l'auteure afro-américaine Heather McGhee affirme que ce n'est pas que le concept de privilège blanc ne soit pas utile ; il décrit manifestement quelque chose de réel :

> « Ce à quoi sert la conscience du privilège, dans le meilleur des cas, c'est à révéler l'injustice systémique et à déculpabiliser les victimes d'un système corrompu. »

Mais, poursuit-elle :

> « je pense qu'au point où on en est, alors que tant de personnes blanches se sentent elles aussi profondément désavantagées, il est plus important de parler du monde auquel nous aspirons au bénéfice de tous. »

C'est pourquoi McGhee s'efforce de déplacer l'attention de la manière dont le racisme profite aux Blancs vers ce que le racisme leur coûte.

On a vu se développer ce qu'on appelle aujourd'hui le « politiquement correct », mais aussi une forme de prédication moralisatrice. Le problème, c'est que la nouvelle vague de discours « politiquement incorrects » promue par la droite recycle diverses formes de xénophobie, de misogynie, d'anti-égalitarisme et toutes sortes de positions réactionnaires. Tout cela est associé à la « mèmisation » de la politique, à la logique de 4Chan, au trollage, etc. C'est pourquoi il est nécessaire de clarifier les discussions sur la « *cancel culture* », un terme qui a fait le tour du monde en faisant abstraction du contexte dans lequel il est apparu aux États-Unis, qui est un contexte politico-culturel (et même religieux si l'on tient compte du substrat protestant et des formes cathartiques-thérapeutiques qu'il revêt) très spécifique. Je crois qu'une série de secteurs progressistes éprouvent un certain malaise par

rapport à tout cela.

Alors que doit faire la gauche pour être de nouveau attirante ?

C'est la question à un million. Il y a là un problème fondamental : la gauche, tout comme le libéralisme, présupposait la possibilité d'imaginer un avenir meilleur, voire une forme d'émancipation. Aujourd'hui, les images de l'avenir sont très négatives ou dystopiques. Si l'on pensait hier que la robotisation/automatisation du travail serait libératrice, aujourd'hui on pense que les robots vont nous remplacer et nous ruiner. Le changement climatique menace la planète et, pour toute une série de raisons, il s'avère très difficile d'entreprendre des actions communes efficaces. Les plateformes sont en train d'« ubériser » le monde et de mettre fin à l'emploi stable, ce qui fait qu'on en arrive à défendre, souvent de manière idéalisée, les formes existantes de travail.

On pourrait citer un tas d'exemples dans le même sens. D'où le risque que progressisme finisse par défendre le capitalisme tel qu'il est contre ce qu'il pourrait devenir. Il existe un livre très intéressant d'Alejandro Galliano, un essayiste argentin, intitulé ¿Por qué el capitalismo puede soñar y nosotros no? (« *Pourquoi le capitalisme peut rêver et pas nous ?* »), qui montre comment divers secteurs du capitalisme *high tech* continuent à nourrir une série d'utopies tandis que la gauche, suite aux échecs du passé, craint d'être considérée comme « utopique » et s'interdit la possibilité d'imaginer un monde différent.

Il est clair qu'aujourd'hui, nous ne disposons pas d'un *Que faire*, avec ce que cela peut avoir de positif et de négatif. Je suis loin d'avoir des recettes toutes prêtes ou de me sentir qualifié pour faire des recommandations. Je suis d'accord avec ceux qui affirment que le progressisme devrait se recentrer sur les discussions socio-économiques et chercher à renouer avec les travailleurs et le « précariat ».

Dans une large mesure, les militants de gauche ont cessé de lire des livres d'économie. Il y a une rhétorique anticapitaliste, mais sans débat sur ce que signifie penser aujourd'hui un monde en partie émancipé de la marchandise, sans parler des vieilles discussions sur la planification économique, qui sont aujourd'hui objet d'étude d'économistes ultra-spécialisés ou d'historiens. Le fait est qu'il est plus facile de débattre du langage inclusif que de ce qu'il faut faire avec le système financier ou de la manière de reconstruire l'éducation, la santé publique ou les systèmes de protection sociale. C'est pour cela que, lorsque la gauche gagne des élections, la déception tend à s'installer.

Il y a un phénomène que je trouve très intéressant : celui des libertariens et des « anarcho-capitalistes ». Pourquoi ces gens se sont-ils tournés vers l'extrême droite ces dernières années ?

Dans le cas de l'Argentine, il y a eu un phénomène particulier : l'émergence d'un mouvement libertarien de taille modeste mais qui fait pas mal de bruit et qui attire des gens très jeunes, surtout des hommes. Il y a une curieuse dynamique de réception des

textes de Murray Rothbard, qui a une longue trajectoire dans le libertarianisme américain et qui a créé le terme de « paléolibertarianisme ». Cet auteur défendait l'idée que l'opposition à l'autorité de l'État ne doit pas être confondue avec l'opposition à toute forme d'autorité. Il affirmait que, pour pouvoir supprimer l'État, il fallait renforcer des institutions sociales telles que les églises, les familles et les entreprises. Contre un libertarianisme un peu trop hippie à son goût, il proposait une articulation entre l'anarcho-capitalisme et des idées socialement réactionnaires. En 1992, il évoquait de manière assez prophétique la promotion d'un « populisme de droite » assez proche du bloc socio-politique que Donald Trump rassemblerait un jour.

Il existe un article d'Elliot Gulliver-Needham qui rend compte de la manière dont le mouvement libertarien américain dans son ensemble semble aujourd'hui converger avec l'extrême droite, et de comment l'*alt-right* cherche depuis un certain temps déjà à recruter des libertariens. Ce qui est clair aujourd'hui, c'est que le libertarianisme classique à l'américaine incarné par le magazine Reason ou par le Parti Libertarien ne séduit plus guère, qu'il n'a presque pas d'audience, tandis que le libertarianisme de droite s'articule avec d'autres expressions des « droites alternatives », avec les néo réactionnaires de la Silicon Valley, et avec divers courants anti-progressistes et anti-égalitaires. Ce n'est pas un hasard si le représentant emblématique du libertarianisme en Argentine, Javier Milei, a signé la Carta de Madrid promue par Vox aux côtés de plusieurs porte-paroles de l'extrême droite au niveau mondial, ni s'il fait souvent l'éloge de ce parti espagnol.

Cette convergence entre libéraux et réactionnaires n'est pas nouvelle (nombreux sont les libéraux qui, par exemple, ont soutenu la dictature de Pinochet), mais elle n'est pas non plus un simple déjà vu. Elle véhicule nombre des éléments « transgressifs » que nous avons mentionnés précédemment et, d'une certaine manière, elle entend bouleverser les règles du jeu, comme on le voit avec Trump ou avec Vox.

Tu cites le nom de Javier Milei en Argentine. Faut-il prendre au sérieux ce genre de personnages ?

Milei est un personnage très excentrique. Un économiste mathématicien converti à l'école autrichienne et une figure médiatique plutôt farfelue qui séduit de nombreux jeunes. Il estime que les vieilles organisations libérales n'ont pas réussi s'imposer en Argentine, même dans les années 1990, quand les libéraux semblaient avoir le vent en poupe ; il estime même que ces organisations ont amené les gens à détester les idées libérales. Pour lui, ces « dinosaures » qui voulaient limiter le libéralisme à une petite élite sont des perdants marqués par le ressentiment. D'après lui, la lutte pourrait être menée par des moyens révolutionnaires, mais le problème c'est que « ce sont eux, l'État, qui ont les armes ».

C'est pourquoi il a décidé d'être candidat au congrès pour le front *Avanza Libertad* lors des élections de mi-mandat de 2021 et de « dynamiter le système de l'intérieur ». On l'a vu se rendre déguisé en super-héros à un festival d'otakus, insulter les keynésiens à la télévision, s'envelopper dans le drapeau Gadsden, proclamer qu'il veut fermer la Banque Centrale, qualifier la *Théorie générale* de Keynes d'*Ordure générale,* monter une pièce de théâtre pour diffuser l'économie autrichienne ou défendre en hurlant sur un plateau de télévision la « supériorité éclatante du capitalisme ».

Cela oblige la gauche à recommencer à discuter d'économie et à devoir démontrer que l'égalité est préférable à l'inégalité, non seulement en termes moraux mais aussi en termes économiques.

Dans ton livre, tu abordes aussi des thèmes épineux tels que l'homonationalisme et l'écofascisme. L'ultra-droite est-elle en train de s'approprier d'une série de bannières progressistes ?

J'ai essayé d'explorer les facettes moins évidentes de l'extrême droite. Le fait que la plupart de ces groupes soient homophobes, antisémites ou qu'ils nient le changement climatique est clair et ne nécessite aucune investigation supplémentaire. Ce qui m'intéressait davantage était de me concentrer sur des phénomènes émergents ou moins étudiés qui nous obligent à ajuster la focale.

Par exemple, l'extrême droite, surtout en France et en Europe du Nord, utilise la laïcité comme un étendard. Cela leur permet d'avoir un discours en direction des électeurs LGBT : « Si vous votez progressiste, ils vont islamiser votre quartier ; si vous votez pour nous, nous serons les garants de la laïcité et vous pourrez marcher dans la rue main dans la main avec votre partenaire. » À quoi il faut ajouter la présence de figures ouvertement gay dans la direction de ces partis.

D'autre part, il y a des changements dans la « géopolitique de l'érotisme », comme le montre un très bon livre de Jean Stern : Mirage gay à Tel Aviv. Avec l'islamisation, le monde arabe n'est plus une bonne destination pour l'orientalisme sexuel, comme c'était le cas dans les années 1970 ou 1980, lorsque beaucoup y voyageaient à la recherche d'aventures sexuelles. Tel-Aviv occupe désormais cette place : c'est aujourd'hui une Mecque gay. Mais ce pinkwashing, outre ses importantes retombées économiques, a des conséquences politiques.

Il s'agit d'une forme de *soft power* qui permet d'octroyer à la politique israélienne un vernis progressiste : l'armée israélienne réprime les Palestiniens, mais elle se présente comme la plus inclusive du monde. S'il est vrai que l'antisémitisme est encore très répandu à l'extrême droite, il est également vrai qu'un Israël gouverné par la droite est perçu comme un allié contre l'« islamisation » et pour la « défense de l'Occident ». On voit Netanyahu avec sympathie : il était, par exemple, la vedette de l'investiture de Bolsonaro et partage la haine d'Orbán pour George Soros.

Dans le cas du climat, j'étais intéressé par l'exploration de la tradition écofasciste car, si la crise climatique s'aggrave, deux logiques opposées vont s'affronter : celle du « vaisseau terre » et celle du « canot de sauvetage ». La première est solidaire, ou nous nous sauvons tous ou personne ne se sauve, tandis que pour la seconde, si trop de passagers montent dans le bateau, il coule et nous nous noyons tous. Laquelle prédominera ? Une partie de l'extrême droite a dépassé le stade du négationnisme climatique. Marine Le Pen parle d'une nouvelle civilisation écologique qui associerait la défense de la production locale à des positions anti-immigration ; les Verts autrichiens se sont alliés aux conservateurs locaux qui venaient de mettre fin à une alliance avec une extrême droite dont le slogan est la défense de l'environnement et des frontières.

Examiner la tradition de l'écofascisme peut nous aider à être plus attentifs à ces phénomènes et à mettre en place des alertes suffisamment à temps. L'écologie progressiste n'est pas propriétaire à vie des drapeaux qu'elle brandit.

Dans ce panorama, quelles sont les spécificités des droites les plus radicales d'Amérique latine ?

Dans le cas de l'Amérique latine, qui est hétérogène, il y a des éléments à prendre en compte, surtout l'élément militaire. L'extrême droite, dans de nombreux pays ou régions (Colombie, Amérique centrale, Pérou), est liée à la lutte antisubversive. Ce n'est pas un hasard si Bolsonaro se revendique de la dictature militaire brésilienne, ni si l'expérience néolibérale la plus réussie a été celle de Pinochet au Chili dans les années 1970 et 1980. Ces dernières années, il faut y ajouter la croissance de l'évangélisme pentecôtiste, même s'il faut éviter la tentation d'en faire un facteur explicatif « facile » des triomphes de la droite. Pendant des années, la gauche n'a rien fait face à ce phénomène et aujourd'hui, beaucoup le surestiment.

Il n'est pas évident, par exemple, qu'il existe un « vote évangélique », comme le montre bien l'anthropologue des religions Pablo Semán. Cela dit, on observe un effet de débordement de l'évangélisme le plus conservateur de la religion à la politique, ainsi que des mobilisations contre les droits sexuels et reproductifs. Il est intéressant de constater une certaine convergence conservatrice entre catholicisme et évangélisme, alors même que ces deux religions sont historiquement concurrentes. (L'une des tâches du pape François est précisément de repositionner une Église catholique affaiblie face aux évangéliques dans l'univers populaire latino-américain.)

Quoi qu'il en soit, il est aussi intéressant d'observer qu'au Brésil, le phénomène le plus avancé de construction politique de l'évangélisme, est celui de l'Église universelle du Royaume de Dieu, qui est l'église pentecôtiste la plus hétérodoxe d'Amérique latine, au point que beaucoup ne la considèrent même pas comme évangélique.

La défaite de Trump nous permet-elle d'être un peu plus optimistes ?

Sans aucun doute. Mais plus que la défaite de Trump en elle-même, je pense que ce qui nous permet d'être optimistes, c'est le développement d'une gauche intéressante aux États-Unis. Une gauche qui a su articuler dans son discours les dimensions d'identité et de classe, des luttes pour la justice raciale au salaire minimum et à la syndicalisation en passant par les questions de ségrégation urbaine. Le programme progressiste de Biden en matière de fiscalité, de réforme de la police, de climat, etc. ne peut s'expliquer sans l'essor de la gauche au sein du parti démocrate.

Il est paradoxal que le pays où, historiquement, il a été le plus difficile de construire des courants socialistes, et qui a suscité le fameux livre de Werner Sombart, Pourquoi le socialisme n'existe-t-il pas aux Etats-Unis ?, ait aujourd'hui donné naissance à une gauche

qui nourrit des perspectives programmatiques tout en ne reculant pas devant le pragmatisme – et en gardant les pieds sur terre – et qui fait preuve d'un enthousiasme parfois surprenant si on la compare à un cycle progressiste latino-américain en panne et à court d'idées et à une gauche européenne qui, de façon générale, a régressé ces dernières années.

*

Propos recueillis par Steven Forti, professeur associé d'histoire contemporaine à *l'Universitat Autònoma de Barcelona* et chercheur à l'Institut d'histoire contemporaine de l'*Universidade Nova de Lisboa*.

La traduction française par Christian Dubucq a été révisée par Marc Saint-Upéry et l'auteur.

Illustration : photo Chris Kleponis / Pool via CNP / AFP.